

Désavouant Pierre Laurent, la conférence nationale du PCF opte pour un candidat communiste

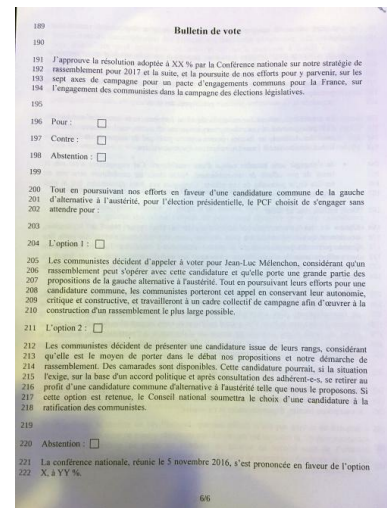
PAR CHRISTOPHE GUEUGNEAU
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 5 NOVEMBRE 2016

Le secrétaire national du Parti communiste avait appelé vendredi les adhérents de son parti à opter pour un soutien à Jean-Luc Mélenchon en 2017. Mais les 535 membres de la conférence nationale n'ont pas suivi samedi. Plus de 53 % des militants présents ont choisi l'option d'un candidat communiste. Les adhérents vont se prononcer fin novembre.

Pierre Laurent a échoué dès le premier test. Sa proposition de soutenir Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle n'a pas obtenu la majorité lors de la conférence nationale du Parti communiste français, qui avait lieu samedi 5 novembre porte de la Villette à Paris. Au cours de cette conférence, qui réunissait 535 militants communistes, des membres du conseil national, des délégations élues par les conseils départementaux et des délégations élues par les groupes communistes à l'Assemblée nationale et au Sénat, les débats ont été vifs, au regard de la division qui émergeait dans les rangs communistes. Les adhérents du PCF, environ 50 000 personnes, devront encore se prononcer les 24, 25 et 26 novembre.

Le vote de la conférence nationale a eu lieu en trois temps, d'abord le vote d'une résolution, à main levée, puis celui portant sur le bulletin de vote soumis aux adhérents (voir ci-dessous) et enfin le vote concernant l'une des deux options sur la table : la première propose de soutenir Jean-Luc Mélenchon, la seconde que le PCF présente son propre candidat. Ce dernier vote a eu lieu à bulletin secret vers 16 h 30. Les opérations de vote ont duré plus d'une heure, certaines urnes ayant dû être recomptées plusieurs fois. Vers 17 h 30, les résultats tombent. Sur les 535 membres de la conférence nationale, 519 ont pris part au vote. L'option Mélenchon recueille 44,31 % des suffrages (218 votes), l'option candidature communiste recueille elle 53,69 % des voix (274

votes). 27 personnes se sont abstenues. Lors du résultat de l'option 2, des applaudissements ont fusé dans la salle.



Le bulletin de vote sur lequel se sont prononcés les membres de la conférence nationale © CG

Prenant la parole à l'issue de cette proclamation, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a insisté sur le respect dû à ces résultats, estimant qu'il est « *extrêmement important que nous soyons ensemble comptables de la poursuite* » du processus engagé. « *Le PCF est aujourd'hui la force qui tient la gauche debout* », a encore dit Pierre Laurent. « *Ici au PCF, il n'y aura jamais de militants ravalés au rang de soutien d'un candidat autoproclamé* », a-t-il ajouté. Le prochain épisode est donc le vote des adhérents fin novembre. Si l'option pour une candidature communiste venait à l'emporter, un processus de candidature serait mis en marche par la direction du PCF.

Le député André Chassaigne, déjà candidat contre Jean-Luc Mélenchon lors du vote interne des communistes avant la présidentielle de 2012, n'exclut rien. « *J'ai dit que comme d'autres, je suis disponible* », indique-t-il dans les travées de la Cité des sciences de la porte de la Villette, ajoutant aussitôt « *mais peut-être que les critères feront que je ne serai pas le meilleur candidat* ». Vendredi matin, Pierre Laurent avait indiqué que l'hypothèse d'une candidature communiste n'avait pas sa préférence mais que si ce choix était fait, aucune candidature n'était pour l'instant privilégiée. « *J'imagine mal une*

primaire communiste », avait ajouté Laurent dans un sourire. Le nom du jeune député Ian Brossat revient régulièrement ces dernières semaines, même si celui-ci était plutôt pour un ralliement à Jean-Luc Mélenchon.



Opérations de vote à la conférence nationale du PCF le 5 novembre © CG

Quoi qu'il en soit, et même si le PCF désigne *in fine* un candidat, celui-ci n'est pas assuré d'aller au bout de l'élection. Dans l'option 2, la rédaction est en effet ultra prudente puisqu'elle stipule que « *cette candidature pourrait, si la situation l'exige, sur la base d'un accord politique (...), se retirer au profit d'une candidature commune d'alternative à l'austérité* ». Pierre Laurent l'a redit lors de son long discours de clôture.

Pour Marie-Pierre Vieu, membre du comité national du PCF, elle-même favorable au ralliement à Jean-Luc Mélenchon, « *chaque option est elle-même traversée de plusieurs interrogations* ». « *Certains pensent qu'il faut un candidat communiste, tout simplement, mais d'autres pensent qu'il faut un candidat parce que ça permet d'attendre une candidature plus large* », ajoute-t-elle.

Tout au long de la journée, les interventions à la tribune ont montré un parti très divisé sur la question. À l'applaudimètre, de fait, les discours contre un

ralliement à la France insoumise l'emportaient haut la main. Dans les couloirs, un homme s'énervait lors d'une pause : « *On s'en fout de la présidentielle, mais si on n'a pas de candidat on n'aura aucun poids sur les législatives. Or c'est ce qui compte, les législatives.* »

Les législatives sont le gros dossier du PCF pour les semaines à venir. Les communistes ont déjà prévu d'organiser le 14 janvier le lancement de sa campagne législative, en annonçant à ce moment-là les candidats qu'ils soutiennent. « *Il y aura des candidats dans toutes les circonscriptions* », selon Pierre Laurent, qui n'a pas écarté pour l'heure la possibilité de voir des candidats soutenus par le PCF se retrouver face à des candidats insoumis. « *Nous allons tenter de réduire cette possibilité* », a-t-il précisé.

Au début du mois à Lille, Jean-Luc Mélenchon avait explicité le processus de désignation des candidats estampillés FI : les groupes d'appui vont faire remonter, circonscription par circonscription, des noms de candidats possibles ; charge ensuite à une entité nationale d'en choisir un. Mais ce candidat aura obligation d'adopter une charte, notamment graphique, de façon que tous les candidats soient identifiables, quelle que soit la circonscription. Ils devront en outre passer par une association de financement elle aussi rattachée à la France insoumise.

La volonté de rassemblement, brandie depuis des mois par Pierre Laurent et les autres dirigeants communistes, apparaît de plus en plus comme un vœu pieux, alors que le calendrier électoral, lui, avance, inexorable et intraitable.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.